

*(Enregistré sur les Records le 14 juillet 1923.)*

AT THE COURT AT BUCKINGHAM PALACE,  
The 26th day of June 1923.

PRESENT

THE KING'S MOST EXCELLENT MAJESTY

LORD PRESIDENT

LORD SOMERLEYTON

LORD STEWARD

MR. WOOD

SIR FREDERICK PONSONBY.

Loi relative  
aux Preuves  
(Auregny)

WHEREAS there was this day read at the Board  
a Report from the Right Honourable the Lords of

the Committee of Council for the Affairs of Guernsey and Jersey, dated the 20th day of June, 1923, in the words following, viz :—

1928;

YOUR MAJESTY having been pleased by Your General Order of Reference of the 10th day of May, 1910, to refer unto this Committee a humble Petition of Robert Walter Mellish, Esquire, Judge and President of the States of the Island of Alderney, setting forth :—(1) That in order that the ends of justice may be secured, and to provide that in cases heard before the Court of Alderney persons should be permitted to give evidence on oath in their own cases, the Court of Alderney was of opinion that the law relating to Evidence as is in use in the Island of Guernsey should with certain modifications be in force in the Island of Alderney, and prayed the Petitioner to present a *Projet de Loi* to this effect to the States :—(2) That on the 23rd day of May, 1923, at a meeting of the States of Alderney holden before the Petitioner a *Projet de Loi* intituled “ *Loi relative aux Preuves* ” was submitted to the States, which *Projet* with certain modifications the States decided to adopt, and authorized the Petitioner to present in their name a most humble Petition praying Your Majesty to be pleased to grant thereto Your Royal Sanction : and most humbly praying that Your Majesty would be pleased to grant Your Royal Sanction to the *Projet de Loi* intituled “ *Loi relative aux Preuves* ” and to declare that Your Royal Will and Pleasure is that the said Law shall have the force of Law in Your Majesty’s Island of Alderney.

“ THE LORDS OF THE COMMITTEE, in obedience to Your Majesty’s said Order of Reference, have taken the said Petition, and the *Projet de Loi* annexed thereto into consideration, and do this day agree humbly to report, as their opinion, to Your Majesty, that it may be advisable for Your Majesty to comply with the prayer of the said Petition and to approve of and ratify the said *Projet de Loi*.”

1923

HIS MAJESTY, having taken the said Report into consideration, is pleased, by and with the advice of His Privy Council, to approve of and ratify the said Projet de Loi, and to order, as it is hereby ordered, that the same shall have the force of Law within the Island of Alderney.

AND HIS MAJESTY doth hereby further direct that this Order and the said Projet de Loi (a copy whereof is hereunto annexed) be entered upon the Register of the Island of Guernsey and observed accordingly.

And the Lieutenant-Governor or Commander-in-Chief of the Island of Guernsey, the Bailiff and Jurats and all other His Majesty's Officers for the time being of the said Island of Guernsey, and also the Judge and Jurats of the said Island of Alderney and all other persons whom it may concern, are to take notice and govern themselves accordingly.

M. P. A. HANKEY.

“PROJET DE LOI” referred to in the foregoing Order in Council.

### LOI RELATIVE AUX PREUVES.

Témoins  
idoines

1.—Tout individu est recevable comme témoin, à moins qu'il n'y ait juste cause pour exclure son témoignage.

Impubères

2.—Les impubères peuvent être admis à témoigner s'ils paraissent à la Cour avoir les connaissances et l'entendement nécessaires.

Convaincu  
qui a subi  
punition

3.—Celui qui a été convaincu de crime, n'est plus reprochable à cause de ce, après qu'il a subi sa punition.

Reproche  
pour avoir  
conseillé ou  
comforté

4.—Un individu ne peut pas être reproché pour raison d'avoir conseillé ou comforté la partie qui l'a appelé comme témoin, à moins qu'il n'ait été

l'Avocat, le Procureur, ou le Mandataire de telle partie dans la même cause. 1923

5.—Sont et demeurent abolis :

(a) Le reproche pour raison de semblable querelle.

(b) Le reproche pour raison d'amour ou de haine.

Reproche pour semblable querelle, amour ou haine abolis  
Idem pour intérêt abolis

6.—Le reproche pour raison d'intérêt est pareillement aboli, excepté dans les cas prévus par la présente Loi.

7.—Celui qui s'est inscrit en faux n'est pas admissible comme témoin à charge dans les procédures en inscription de faux. Mais à cette exception près, ceux au préjudice desquels un faux a été commis sont témoins idoines dans les causes en crime, et autres procédures pénales intentées contre l'auteur du faux.

Témoins idoines en matière de faux

8.—Nul ne pourra être entendu comme témoin dans sa propre cause excepté toutefois dans les causes civiles dans lesquelles toute partie pourra être entendu comme témoin dans sa propre cause.

Acteur et défendeur inadmissibles sauf en causes civiles

Et pour cet objet sera le mari ou la femme d'une partie témoin idoine. Pourra aussi le mari ou la femme d'une des parties être appelé comme témoin

Mari ou femme

par la partie adverse et l'individu ainsi appelé sera censé témoin idoine. Après qu'un témoin a été examiné en chef par la partie qui l'a appelé, l'autre

Examen de témoins

partie a la faculté de le contre-interroger sur tous les faits ayant rapport à la cause, ou à la crédibilité du témoin, et ensuite la partie qui l'a appelé peut le ré-interroger sur les faits par lui déclarés en réponse aux contre-interrogats. Les parties ne peuvent faire aux témoins d'autres interrogats qu'avec la permission de la Cour et par l'intermédiaire du Président. Nul témoin ne sera tenu de révéler ce qui pourra lui avoir été communiqué par son conjoint constant leur mariage, ni de répondre à aucune question tendant à démontrer que le témoin a commis quelque crime ou a été coupable d'adultère.

Témoin n'est tenu de révéler communication faite par conjoint constant leur mariage

<p>1923</p> <p>Partie adverse peut être appelée comme témoin</p> <p>Serment déferé</p>	<p>9.—Dans les causes civiles l'une des parties pourra être appelée comme témoin par sa partie adverse. Et l'individu ainsi appelé sera censé témoin idoine.</p> <p>10.—Cette loi ne déroge en rien à la faculté de déférer le serment soit dans les cas où le serment est déferé par la partie adverse, soit dans ceux où il est déferé d'office par le juge.</p>
<p>Reproche pour cause de parenté abolie</p> <p>Mari et femme en crimes de violence</p>	<p>11.—Un témoin ne pourra être reproché pour cause de parenté.</p> <p>12.—Le mari et la femme peuvent être entendus comme témoins dans les causes en crime et autres procédures pénales intentées par raison de violences exercées contre eux par leur conjoint accusé : et la femme peut être entendue comme témoin dans une plainte en police correctionnelle contre son mari pour avoir négligé ou abandonné sa famille.</p>
<p>Mari ou femme</p>	<p>13.—Dans tous les cas où l'une des parties est recevable comme témoin dans une cause civile, le mari, ou la femme de cette partie sont pareillement recevables.</p>
<p>Ajournement de témoins</p>	<p>14.—La coutume exige que les témoins soient ajournés par le Sergent à personne ou à domicile.</p>
<p>Refus de témoigner</p>	<p>15.—Ceux qui sont témoins idoines ne peuvent pas refuser de témoigner.</p>
<p>Serment et affirmation</p>	<p>16.—Les témoins avant d'être entendus feront serment de déclarer la vérité, toute la vérité, et rien que la vérité.</p>
	<p>Bien entendu que si un témoin allégué des scrupules de conscience à l'égard de la prestation du serment ; la Cour (pourvu qu'elle soit satisfaite que l'objection est de bonne foi) pourra substituer pour le serment une affirmation solennelle, à l'effet qui suit :—</p>
<p>Formule d'affirmation</p>	<p>Je, A.B., déclare et affirme que suivant mes croyances religieuses il ne m'est pas permis de faire serment, et j'affirme solennellement et sincèrement que je déclarerai la vérité, etc.</p>
<p>Fausse déclaration</p>	<p>17.—Celui qui après avoir fait une affirmation solennelle aux fins de l'article précédent, aura sciem-</p>

ment et méchamment déclaré faussement sera passible des peines et punitions encourues en cas de parjure, pourvu que la fausse déclaration soit telle qu'elle aurait été censée parjure si elle avait été faite sous la foi de serment. 1923

18.—Les reproches ne peuvent être proposés qu'avant que le témoin ne soit sermenté. Et celui-ci est tenu de s'expliquer sur iceux sous la foi de serment. Reproches avant assermentation de témoins

19.—Le nombre des témoins n'est point limité, bien entendu que lorsqu'une partie en fait sermenter plus de douze, la partie adverse n'est pas assujettie au paiement des frais et journées d'au-delà de douze. Nombre de témoins

20.—Dans un procès criminel pour cause de félonie, si un témoin nécessaire est sur son départ de l'île, le Procureur du Roi est autorisé à le contraindre d'y rester trois jours, afin d'être examiné provisoirement à futur. Témoin en cause de félonie quittant l'île

Et est sans préjudice à la faculté qu'a le ministère public de s'adresser à la Cour dans le but de faire exiger qu'un témoin nécessaire donne caution de se présenter en Cour lors de la passation de la cause pour y donner son témoignage. Caution de témoin peut être exigé

21.—Un témoin n'est pas tenu de révéler ce qui pourrait l'assujettir à une poursuite criminelle. Exemption de révéler certains fait

22.—Un témoin n'est pas tenu de révéler un fait, qui sans l'assujettir à une poursuite criminelle pourrait cependant l'avilir aux yeux du public, à moins que ce ne soit un fait matériel dans la cause.

23.—Lorsqu'un interrogat impute au témoin un fait criminel ou avilissant, si au lieu d'exercer le privilège qui lui est réservé dans les deux articles précédents, le témoin répond à l'interrogat, la partie interrogeante est liée par la réponse tellement qu'il ne lui est pas permis de produire des preuves pour démontrer que la réponse est fausse ou inexacte. Partie interrogée liée par réponse d'un témoin auquel fait criminel ou avilissant est imputé

24.—Si un témoin a fait hors de Cour des déclarations qui contredisent son témoignage, la partie Déclarations par témoins hors de Cour

1923

contre laquelle il est appelé peut le contre-interroger à leur égard, et au cas qu'il nie avoir fait les déclarations qu'on lui impute, elle est recevable à en faire la preuve.

Avocats,  
Procureurs  
et  
Mandataires

25.—Les Avocats, Procureurs et Mandataires appelés comme témoins ne doivent pas révéler les communications privilégiées qui se sont passées entre eux et leurs clients.

Témoin ne  
peut révéler  
une commu-  
nication  
faite par  
conjoint  
pendant le  
mariage

26.—Un mari appelé comme témoin ne sera pas reçu à révéler une communication que lui aurait fait sa femme, pendant le mariage, et pareillement une femme appelée comme témoin ne sera reçue à révéler une communication que lui aurait fait son mari pendant le mariage.

Le privilège réservé par cet article ne cesse point par effet de la dissolution du mariage.

Connétables  
et Police non  
tenus de  
révéler noms  
des délateurs  
Actes  
authentiques

27.—Les Connétables et autres Officiers de Police ne sont pas tenus de révéler les personnes qui leur ont fourni des indices.

28.—Les actes et autres pièces dont l'authenticité est reconnue par la Loi, soit en Angleterre, soit dans quelque autre partie du Royaume-Uni sans la vérification du sceau, du timbre ou la signature dont ils sont revêtus, et sans que le caractère judiciaire ou officiel de la personne dont ils portent la signature soit constaté, seront pareillement reçus comme authentiques dans l'Ile d'Auregny.

Faux d'Actes  
authentiques

29.—Tout individu qui aura contrefait le sceau, le timbre ou la signature d'une telle pièce sera coupable de félonie, bien entendu qu'il ne pourra être puni d'au-delà de sept ans de servitude pénale.

Pénalité  
pour produc-  
tion d'Actes  
contrefaits

30.—Sera également coupable de félonie et puni de la même peine, celui qui aura sciemment produit comme authentique une telle pièce ayant le sceau, le timbre ou la signature fausse ou contrefaite.

Convention  
par écrit

31.—Lorsqu'il s'agit d'une convention par écrit

il n'est reçu aucune preuve par témoin contre ou 1923  
 outre le contenu de la pièce.

32.—Les oui-dire ne sont pas recevables en preuve, Oui-dire  
 excepté dans les cas spéciaux reconnus par la Loi.

33.—La bonne foi est toujours présumée et c'est à Présomption  
 celui qui allègue la fraude à en faire la preuve, bien de bonne foi  
 entendu que pour que cette preuve soit recevable, il  
 faut que l'allégation de fraude soit formulée en  
 termes exprès.

34.—Dans les cas ci-dessous, les promesses ou Promesses et  
 reconnaissances doivent être rédigées par écrit, et reconnais-  
 signées par la partie qu'on voudrait faire respon- sances par  
 sable :— écrit

- (1) La promesse de se tenir responsable des dettes, engagements ou obligations d'un autre.
- (2) La promesse, ou reconnaissance par laquelle un débiteur s'engage à acquitter une dette sans égard à la prescription, soit qu'elle ait été déjà acquise ou non.
- (3) La promesse par laquelle un individu qui a été admis au bénéfice de renonciation ou de cession s'engage à acquitter une dette due antérieurement.
- (4) La promesse par laquelle un individu d'âge majeur s'engage à acquitter une dette par lui contractée durant sa minorité, au paiement de laquelle il n'était pas obligé par la Loi.

35.—Dans les cas spécifiés à l'article précédent Exceptions  
 la preuve testimoniale ne peut être admise que dans  
 trois cas, savoir :—

- (1) Lorsqu'il existe un commencement de preuve par écrit. On appelle ainsi toute pièce par écrit qui est émanée de celui contre lequel la demande est formée, ou de celui qu'il représente, et qui rend vraisemblable le fait allégué.
- (2) Lorsque le créancier a perdu le titre qui



1923

lui servait de preuve, par suite d'un cas fortuit, imprévu et résultant d'une force majeure.

- (3) Lorsque la pièce est dans la possession du débiteur et que celui-ci après avoir été sommé à la produire ne la produit pas.

Examen de  
témoins hors  
l'île

36.—En toute cause pendante devant la Cour, l'une ou l'autre des parties en cause pourra ajourner sa partie adverse à voir la Cour ordonner que certains témoins dans la dite cause étant absents de l'île, soient examinés par serment hors de l'île sur des interrogats ou de vive voix devant des personnes autorisées à l'effet par la dite Cour. Sur quoi il sera loisible à la Cour de faire tel ordre qu'elle jugera convenable pour l'examen des dits témoins, comme aussi de faire de temps en temps tels règlements par rapport à l'examen des dits témoins qu'elle croira raisonnables et justes. Les frais de tel examen seront censés frais curiaux en la cause, à moins qu'il en soit autrement ordonné.